



**LET'S FOOD**

**LE TERRITOIRE POUR  
ASSURER LA RÉSILIENCE  
ALIMENTAIRE : LES LEÇONS  
À RETENIR DE LA CRISE  
SANITAIRE DE LA COVID 19**

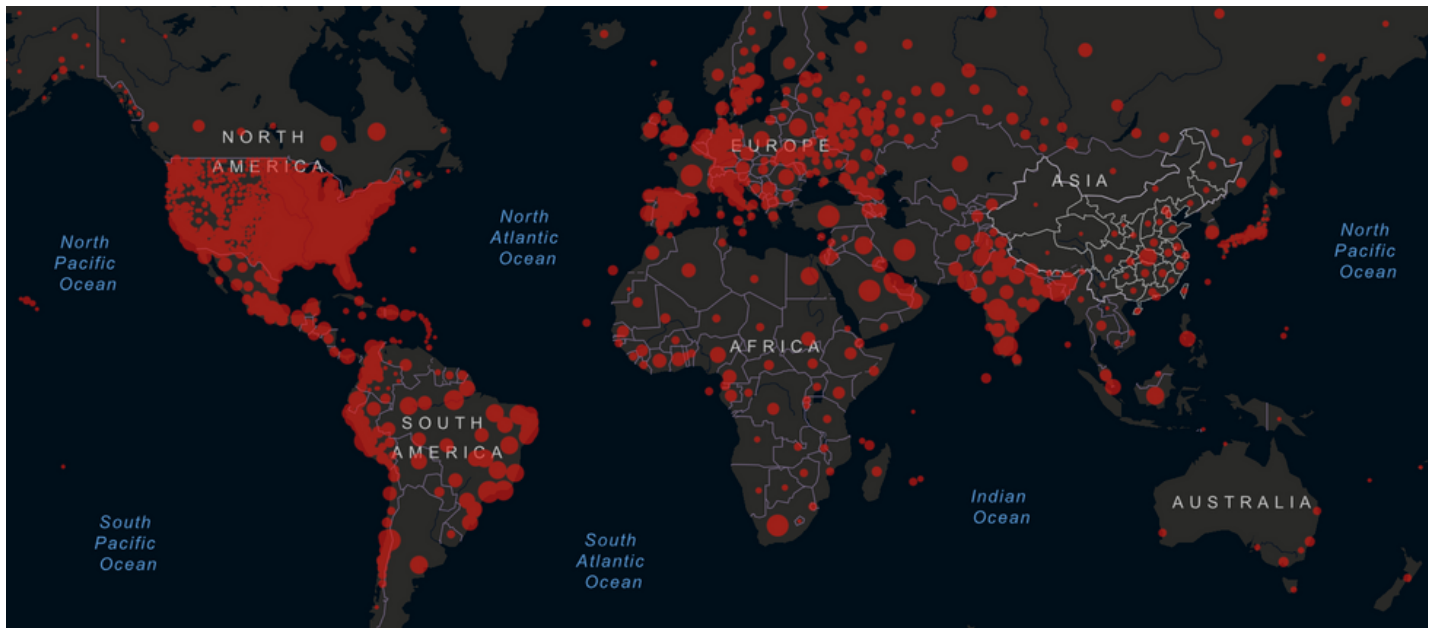
---

RESULTATS DU QUESTIONNAIRE  
INTERNATIONAL COVID 19 LET'S FOOD  
JUILLET 2020

---

Ecrit par : Anna Faucher, Louison Lançon, Perrine Judenne et Isaac Guzmán  
avec la contribution de Marie Deresse et Lise Oudda, volontaires Let's Food.

# RÉPARTITION DES CAS DE COVID19 CONFIRMÉS DANS LE MONDE AU 06/07/2020



Source : COVID-19 Dashboard by the Center for Systems Science and Engineering (CSSE) at Johns Hopkins, 06/07/2020.

## LES VILLES PARTICULIÈREMENT IMPACTÉES?

La crise du COVID19 a apporté une nouvelle série de défis: la perte d'emplois, les industries paralysées - comme le tourisme, le secteur culturel, les petits cafés et les entreprises familiales - la perte d'envois de fonds, les pénuries alimentaires dues au verrouillage des frontières pourraient s'accompagner d'une hausse des prix et d'une perturbation des prestations de service. Avec plus de la moitié de la population mondiale et plus de 80% du PIB mondial (20), les villes sont en première ligne de la crise actuelle.

Dans de nombreux pays, les villes ont souvent été les points d'entrées du virus et ainsi particulièrement touchées par la crise de la COVID 19. Si les concentrations de population, les connexions internationales (tourisme, activités économiques, etc.) et la difficulté à faire respecter certaines mesures barrières expliquent en partie des risques de contagion et de propagation plus élevés, une étude de l'OCDE (19) révèle que le principal vecteur a été celui de la pauvreté et du manque d'accès aux soins couplée aux densités de population et à la qualité des logements. Ceci explique notamment que certains quartiers au sein même des villes aient été plus impactés que d'autres. Territoires ruraux ou territoires urbains, force est de constater que très peu d'entre eux étaient préparés pour résister à une telle crise. Les gouvernements locaux ont été en première ligne pour répondre aux besoins sociaux grandissants. Ils le seront encore d'autant plus demain face à la crise économique et climatique et ce dans un contexte de ressources financières réduites.

Ce que la crise de la COVID19 a mis en lumière, bien que déjà étudié et documenté, c'est la disparité et les inégalités croissantes entre et au sein des territoires. L'obligation de «rester à la maison» ne pouvait pas s'appliquer à tous de la même façon. Dans des pays comme le Mexique où 57% de la population travaille dans le secteur informel (21), rester à la maison signifie ne pas rapporter d'argent ce jour-là à la maison et potentiellement sauter au moins un repas. À la lumière de cela, parmi les principales recommandations de l'OCDE:

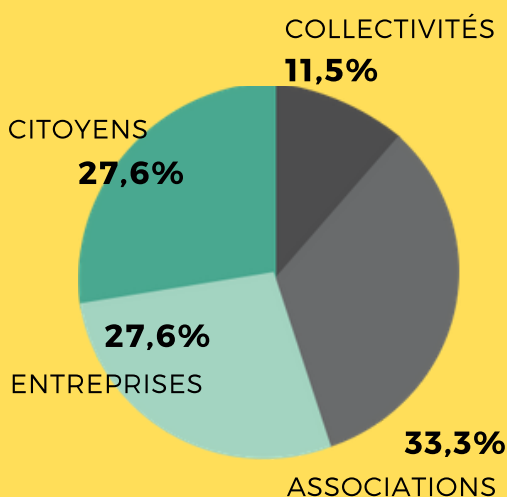
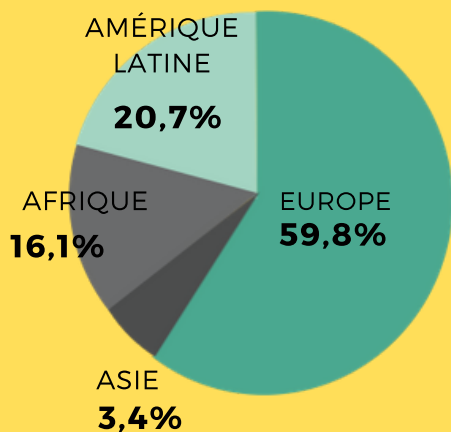
- tout en assurant l'égalité territoriale du service public, les États doivent renforcer leur soutien financier aux autorités locales afin qu'elles puissent soutenir les populations les plus vulnérables
- les autorités locales à toutes les échelles doivent coopérer afin de coordonner et optimiser l'usage des ressources
- il faut renforcer les coopérations transfrontalières et internationales entre territoires afin de proposer des réponses cohérentes et bénéfiques à tous.



## PARTAGER LES SOLUTIONS

L'association Let's Food analyse les systèmes alimentaires territoriaux à travers le monde et accompagne les démarches multi-acteurs pour développer résilience, durabilité et sécurité alimentaire à l'échelle locale. Afin d'accélérer la transition de tous, le partage des bonnes pratiques associatives, privées, institutionnelles est indispensable. Face à la crise sanitaire globale, l'association Let's Food a interrogé collectivités et société civile des 5 continents sur les impacts et solutions d'adaptation afin de capitaliser sur l'intelligence collective. Quels systèmes alimentaires ont été les plus résilients? Comment les différents maillons de la chaîne ont-ils réagi? Comment producteurs, artisans, industries agroalimentaires ou encore restaurations collectives, supermarchés, paniers se sont-ils adaptés aux ruptures de main d'oeuvre, de stocks, de débouchés? Coincés chez eux, avec le temps pour compagnon, les consommateurs ont-ils pris le temps de comprendre la complexité du système qui leur permet, en temps normal, un accès simple et sans interruption à une alimentation trop peu chère qui n'internalise ni coûts sociaux ni coûts environnementaux? Ont-ils su faire évoluer leurs pratiques alimentaires, redécouvrir la valeur de leurs aliments, l'importance des équilibres nutritionnels, des savoir-faire culinaires? Quels sont les changements individuels mais surtout structurels qui sont passés de l'alternative à la norme suite à la crise de la COVID 19?

**87 répondants**



# NOTRE SYSTÈME ALIMENTAIRE EST VULNÉRABLE



La crise de la COVID19 a révélé les multiples vulnérabilités auxquelles font face les territoires urbains sur le plan de la sécurité alimentaire. Elle a également montré les capacités d'adaptation et de résilience des acteurs de la société civile et de certaines collectivités engagées en faveur d'une alimentation durable. De Durban à Fès en passant par Cork, Hô Chi Minh Ville, Azuay ou Lyon, les villes font aujourd'hui face à des problématiques similaires : elles ont délégué la responsabilité de nourrir leur population à une multitude d'acteurs privés et publics plus ou moins lointains et plus ou moins guidés par l'intérêt général et le bien commun.

Conséquence d'un système alimentaire basé sur la multiplication des échanges commerciaux et la spécialisation agricole des pays, l'approvisionnement alimentaire des centres urbains dépend aujourd'hui largement des importations en provenance de territoires lointains, déconnectés des arrières pays dont les productions sont elles-mêmes destinées à être exportées. En provoquant la fermeture des frontières et en interrompant les flux logistiques, la crise de la COVID19 a souligné des interdépendances poussées à l'extrême et des risques concernant la disponibilité alimentaire des centres urbains.

A court, moyen et long terme, la disponibilité alimentaire de tous les territoires est aujourd'hui questionnée. Notre agriculture mondialisée a souffert et souffre encore de ses dysfonctionnements face à la limitation des déplacements de marchandises et de travailleurs. Les agriculteurs européens ont manqué de main d'oeuvre étrangère (et bon marché!) pour pouvoir assurer la récolte et les nouvelles plantations, d'autres pays comme le Vietnam ou la Tunisie ont vu leurs exportations (et leurs revenus!) stoppés net par la fermeture des frontières sans avoir anticipé les capacités de stockage, ce qui a donné lieu à beaucoup de gaspillage.

A centraliser la demande, multiplier les intermédiaires et allonger les distances, les risques se sont progressivement accrus pour tous les maillons de la chaîne alimentaire en cas de rupture.

Deuxième impact de la crise de la COVID19 qui touche de plein fouet les centres urbains, la dégradation des situations socio-économiques des ménages dont les revenus se sont effondrés avec l'arrêt des activités. Dépendantes de leur pouvoir d'achat pour assurer leur alimentation, les populations urbaines sont aujourd'hui particulièrement touchées par la hausse des prix\* et la difficulté à se nourrir. Les demandes d'aides alimentaires, à charge des associations et des collectivités principalement, ont explosé sur les territoires : en France mais également en Afrique du Sud, en Angleterre ou en Italie. En France, les Restos du Coeur estiment que le nombre de bénéficiaires a été multiplié par 3 au cours du premier mois du confinement (1).

La crise enfin, est un véritable coup de projecteur sur les conséquences sanitaires des changements de pratiques alimentaires qui se sont accélérés en villes ces dernières années : face à une explosion déréglée des supermarchés, des restaurations rapides, des produits ultra-transformés et de publicités omniprésentes, la consommation de produits trop gras, trop salés, trop sucrés s'est aujourd'hui démocratisée et les taux d'obésité, de diabète, de maladies cardiovasculaires augmentent de façon exponentielle. Ces maladies chroniques liées à l'alimentation fragilisent les systèmes immunitaires et sont devenues des handicaps mortels face au virus. En France, en avril 2020 au plus fort de la crise, 83% des personnes en réanimation étaient en surpoids (3). Pour lutter contre les pandémies actuelles et futures, l'accès à une alimentation saine pour tous est un remède préventif essentiel dont les bienfaits manquent largement de relais médiatiques..

\* En France, entre le 2 mars 2020 et le 11 avril 2020 le prix moyen des fruits et légumes a augmenté d'environ 9%. En période de crise et de fermeture des frontières, la France a dû cesser ses importations et se recentrer sur les produits français, nécessairement plus chers mais de meilleure qualité (2)



# DES MESURES IMMÉDIATES POUR FAIRE FACE AUX RISQUES D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES CENTRES URBAINS

Face à la difficulté des Etats de répondre aux spécificités de chaque territoire, les villes se sont mobilisées pour assurer la sécurité alimentaire de leurs habitants et mettre en place des mesures d'urgence. Les acteurs de la société civile tout comme certaines collectivités engagées, dans la continuité de leurs actions, ont souvent redoublé d'efforts pour assurer leurs missions. Les mesures ont avant tout visé à faciliter la rencontre de l'offre et de la demande locales tout en subventionnant l'accès aux produits frais pour les plus vulnérables.

## ASSURER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES POPULATIONS VULNÉRABLES

En finançant les structures d'aide alimentaire ou en achetant et distribuant directement des fruits et légumes, certaines collectivités ont ainsi joué le rôle d'**intermédiaire conscient**, achetant à prix juste et équitable les productions locales et proposant une alimentation saine de façon gratuite ou à prix accessible aux populations les plus vulnérables.

### MARSEILLE, FRANCE

Le projet alimentaire territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Pays d'Arles a mis en place une procédure d'urgence en mobilisant 7 prestataires pour livrer pendant 4 semaines 27 000 paniers de fruits et légumes locaux auprès de 130 000 personnes bénéficiaires (1 panier pour 4 personnes en moyenne). Pour cela ils ont mobilisé un grossiste du Marché d'Intérêt National (MIN) de Marseille, une plateforme logistique dédiée à la restauration scolaire sur Aix-en-Provence, 5 groupements de producteurs du département sur Saint-Rémy-de-Provence, Eyguières, Saint-Andiol, Tarascon et Arles, réunissant une vingtaine de producteurs. Les paniers ont été directement réalisés sur le MIN.

### AZUAY, EQUATEUR

Par le biais de la société publique Agro Kawsay, la préfecture d'Azuay achète des produits auprès de producteurs locaux en agro écologie puis les revend à prix raisonnables sous forme de paniers de légumes. Certains paniers solidaires sont distribués gratuitement à ceux qui en ont le plus besoin. Entre mars et avril 2020, 30 000 paniers ont été distribués.

### LECCO, ITALIE

Un système de cartes alimentaires a été mis en place afin d'offrir aux familles les plus vulnérables des prix alimentaires plus accessibles. Grâce à un partenariat entre les autorités locales et les enseignes de la grande distribution, les détenteurs des cartes alimentaires peuvent bénéficier de prix réduits sur certains produits dans les grandes surfaces.

Cette mobilisation importante des acteurs de la société civile révèle encore une fois le rôle crucial des relais associatifs et du bénévolat pour assurer l'accès à l'alimentation des plus vulnérables. Certaines collectivités ont fait le choix d'apporter des soutiens financiers exceptionnels à ces structures.

### VALPARAISO, CHILI

Le Chili a également été touché par la COVID19 avec près de 70 000 cas confirmés en juin 2020 (14). Dans un contexte économique et politique déjà très instable, les mesures de confinement ont renforcé l'extrême précarité dans laquelle se trouve une grande partie de la population. Autre facteur de vulnérabilité important, 74% de la population adulte chilienne était en surpoids ou obèse en 2019 (13). L'Etat a distribué des paniers santé à près de 2,5 millions de familles, ces derniers étaient composés de pâtes, légumineuses, farine, huile et autres articles de toilette essentiels, ils ont été distribués localement par les municipalités en partenariat avec les associations locales, notamment la Fondation Ruta Saludable.



## DURBAN, AFRIQUE DU SUD

Une coalition a été formée à l'échelle de chaque province du pays regroupant près de 300 organisations de solidarité ainsi que des réseaux de quartiers. Cette coalition a pour objectif de coordonner la récolte des dons et les achats de produits frais et locaux auprès des producteurs locaux. Les produits sont ensuite distribués à l'organisation NOSH Food Rescue et au réseau "Kitchens with Compassion" qui assure la distribution auprès des plus vulnérables.



## TOULOUSE, FRANCE

L'association VRAC a développé son action de groupement d'achats dans les quartiers prioritaires en contactant de nouveaux producteurs locaux et en s'associant avec d'autres associations d'aide alimentaire afin de répondre à une demande grandissante.

### DÉVELOPPER DE NOUVEAUX MARCHÉS POUR LES PRODUCTEURS LOCAUX

En s'appuyant sur leur rôle d'animateur territorial, certaines collectivités ont facilité la mise en contact des producteurs via les structures de représentation (Chambre d'agriculture par exemple, en France) avec les consommateurs mais aussi les chercheurs d'emplois. Le premier travail a été de répertorier les producteurs, recenser et multiplier les points d'approvisionnement puis d'en informer les consommateurs. Portées par des collectivités (Bordeaux, Lyon, Marseille) ou des acteurs de la société civile (en Colombie, à Guanajuato au Mexique, Valparaiso au Chili, en Italie) des plateformes internet de mise en relation ont vu le jour un peu partout dans le monde.

## LYON, FRANCE

Afin d'assurer des débouchés plus conséquents aux producteurs, la Métropole de Lyon a contacté plusieurs acteurs de la grande distribution du territoire afin de les inciter à s'approvisionner en produits locaux, elle a ensuite facilité les connexions avec les producteurs en recherche de débouchés en partenariat avec la Chambre d'agriculture et l'ARDAB (association de producteurs biologiques du Rhône et de la Loire).

Pour pallier au manque de main d'oeuvre agricole, les plateformes internet ont également été plébiscitées pour connecter les producteurs avec les chercheurs d'emplois :

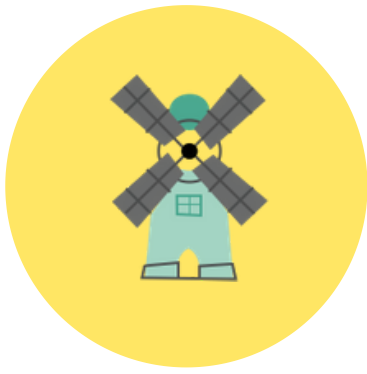
En France, la plateforme "Des Bras pour Mon assiette" permet à chacun de proposer ses services aux fermes de la région.

À l'échelle locale, certaines collectivités ont su travailler de façon transversale : en créant une page web dédiée, la métropole de Lyon (France) s'est associée avec les Maisons métropolitaines d'insertion pour l'emploi afin de proposer des offres dans les secteurs en tension prioritairement aux demandeurs d'emploi, bénéficiaires du RSA et salariés en sous-activité volontaire.

## BERNAY, FRANCE

L'intercommunalité de Bernay a collaboré avec la Chambre de Commerce et de l'Industrie de Normandie dans la mise en place d'une plateforme internet afin que les producteurs puissent publier leurs besoins en main-d'oeuvre.

Cette crise a également souligné l'importance des "acteurs réseaux" qui ont construit une connaissance fine du territoire et des parties prenantes du système alimentaire local tout en développant leur visibilité et leurs relais auprès du grand public. Ces acteurs, tels que l'association des Colibris (jusqu'au Mexique) ou encore Slow Food (en Afrique du Sud, au Chili..) ont également joué le rôle de plateforme, facilitant la rencontre des besoins et de l'offre alimentaire locale. En France par exemple, la Cité de l'Agriculture à Marseille a permis de relayer les besoins en main d'oeuvre des producteurs locaux.



# MESURES D'URGENCE OU MESURES URGENTES ? CERTAINS TERRITOIRES PLUS RÉSILIENTS SUR LE PLAN ALIMENTAIRE

L'accompagnement des producteurs locaux dans l'identification de débouchés équitables, le maintien d'une ceinture alimentaire, la garantie de l'accès de tous à une alimentation saine et durable, la sensibilisation vers une consommation responsable, la création de partenariats et le soutien financier des acteurs locaux, une approche transversale des politiques publiques locales... certains territoires travaillent déjà depuis quelques années à la mise en place d'une stratégie alimentaire durable et ont su activer, renforcer et innover dans la construction de partenariats territoriaux durables. Ces territoires ont su démontrer leur résilience alimentaire face à la crise de la COVID19 en mobilisant certains acquis.

## UNE PRODUCTION AGRICOLE ALIMENTAIRE DIVERSIFIÉE

Certains centres urbains ont préservé et renforcé les coopérations avec leur arrière-pays en maintenant une agriculture locale diversifiée historiquement destinée à approvisionner les principaux pôles de consommation (Hô Chi Minh Ville au Vietnam ou Cork en Irlande par exemple). Face à la crise d'approvisionnement, les tensions sur la disponibilité alimentaire ont été beaucoup moins importantes sur ces territoires. En Irlande, en France ou au Vietnam, le modèle de l'agriculture familiale, bien moins dépendant de la main d'œuvre étrangère, a prouvé sa résilience face à la crise. Les populations urbaines ayant développé une petite production alimentaire dédiée à l'alimentation, du balcon aux jardins partagés, ont également moins souffert de la hausse des prix des fruits et légumes : c'est notamment le cas à Sfax en Tunisie grâce à la présence des "jnens", jardins alimentaires qui constituent une véritable ceinture nourricière autour de la ville.



Les Jnens, jardins urbains et ceinture alimentaire autour de la ville de Sfax, Tunisie. Crédit Photo : Let's Food

## L'ORGANISATION COLLECTIVE DES PRODUCTEURS

L'interconnaissance des producteurs et la préexistence de coopératives ou coopérations informelles sur les territoires ont facilité la réorganisation et répartition des débouchés de façon solidaire afin d'assurer pour tous un revenu minimum. En France, les Marchés d'Intérêt Nationaux (MIN) ou marchés de gros, plateformes logistiques à l'échelle locale, ont également joué un rôle important pour la mutualisation et la coordination des producteurs locaux.

### HUDIMESNIL, FRANCE

Le marché à la ferme du Bois Landelle, ayant été maintenu, a accueilli par solidarité, de nouveaux producteurs locaux de légumes bio dont les débouchés étaient réduits suite à la fermeture des marchés publics de plein vent.

### TUNIS, TUNISIE

Seuls certains producteurs ont obtenu une autorisation de circuler. Les producteurs se sont alors regroupés pour organiser les livraisons aux intermédiaires et consommateurs directement.

## DES POINTS DE VENTE EN PRODUITS FRAIS, LOCAUX ACCESSIBLES À TOUS

Sous l'impulsion des autorités locales et de la société civile, certains territoires développent et renforcent depuis de nombreuses années un réseau d'approvisionnement et distribution alimentaire résilient et sain, s'appuyant sur une production locale et parfois biologique. Ces territoires, très peu impactés par la crise d'approvisionnement alimentaire, ont simplement adapté les modes de distribution aux contraintes imposées par les précautions sanitaires et le confinement: dérogations pour maintenir les marchés ouverts en respect des mesures de distanciation sociale, limitation du nombre de vendeurs dans les points de vente, multiplication des moments de distribution des paniers de légumes. Certaines enseignes de la grande distribution ont également renforcé les partenariats locaux: "Grow with Aldi" en Irlande, "Alliances Locales" pour l'enseigne Leclerc en France.

## LES CANTINES SCOLAIRES: UN FILET DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les cantines scolaires permettent aux enfants de bénéficier d'un repas quotidien complet et sain. Ce dispositif, souvent subventionné par l'Etat ou les collectivités locales, est déployé dans de nombreux pays du monde pour lutter contre l'insécurité alimentaire chez les enfants et ainsi améliorer les performances à l'école. Les cantines scolaires permettent notamment aux enfants des familles les plus défavorisées de bénéficier d'une alimentation saine et régulière à bas coût, grâce à une tarification solidaire (en France, au Mexique..) ou une prise en charge totale par l'Etat du prix du repas (en Afrique du Sud,..). La fermeture des écoles et cantines scolaires a mis en lumière l'importance de ces repas pour assurer la sécurité alimentaire de certaines familles. Afin de garantir la continuité de ce service, certaines collectivités locales ont reversé aux bénéficiaires, sous forme financière, l'équivalent du prix de l'ensemble des repas non distribués (à Marseille et Paris..) ou bien ont distribué des paniers repas directement aux familles (à Birmingham, Cork ou encore Durban..).

## FRANCE

L'ensemble des CROUS (Centre régionaux des œuvres universitaires et scolaires) du territoire français ont mis en place un dispositif exceptionnel d'aide financière aux étudiants ayant été impacté par la crise (200€ distribués par étudiant sur demande).

## PARIS, FRANCE

Pour compenser la suspension des cantines scolaires et les pertes de revenus subies par de nombreuses familles modestes, la Ville de Paris a décidé soutenir financièrement les familles qui en ont le plus besoin. Grâce à la Caisse d'allocations familiales (CAF), un total de 3,5 millions d'euros a été versé automatiquement sur les comptes bancaires des familles bénéficiaires.

## L'INTERCONNAISSANCE DES ACTEURS : LA CONSTRUCTION D'UNE GOUVERNANCE PARTAGÉE À L'ÉCHELLE LOCALE

La mise en place d'une gouvernance locale est indispensable pour construire un système alimentaire résilient : elle doit permettre de favoriser l'interconnaissance des acteurs, développer leur capacité à créer des synergies et partenariats mais également tisser des liens de confiance et de solidarité en cas de crise. Certains territoires ont créé des instances, plus ou moins formelles et institutionnalisées, spécifiquement dédiées à la prise de décision collective autour des enjeux d'alimentation durable. Ces organisations se sont montrées particulièrement utiles pour proposer et coordonner des réponses adaptées au territoire face à la crise de la COVID19.

## BIRMINGHAM, ANGLETERRE

Grâce à son Conseil de politique alimentaire (*Food Policy Council*), la Ville a coordonné les dispositifs d'aide alimentaire afin de répondre au mieux à certaines difficultés d'approvisionnement.

## GRAND LYON, FRANCE

En s'appuyant sur les échanges et la co-construction du Projet Alimentaire Territorial et sur la création d'un poste dédié, le Grand Lyon a pu renforcer les liens avec la Chambre d'Agriculture du Rhône, la Chambre de Commerce et les acteurs associatifs, permettant ainsi de coordonner efficacement la gestion de la crise.





# REPENSER LA RÉSILIENCE ALIMENTAIRE DES TERRITOIRES : DES INNOVATIONS DE CRISE À MAINTENIR ?

## LEÇONS APPRISSES?

Crise sanitaire, crise économique, crise climatique : la crise alimentaire semble inévitable. Il faut dès maintenant repenser nos façons de nous alimenter et capitaliser sur les leçons apprises. Certaines mesures font l'objet d'un plaidoyer porté depuis de nombreuses années par une grande diversité d'acteurs du monde agricole mais aussi du secteur de la santé, de l'éducation. Nul besoin de tout réinventer, il faut de toute urgence :

### 1. S'ATTAQUER AUX CAUSES DE LA PANDÉMIE

Le système industrialisé et notamment l'élevage intensif sont l'une des principales causes des pertes d'habitats des animaux sauvages et de la transmission de nouveaux virus (4). Il est urgent de réduire notre consommation de viande.

### 2. PLACER LA DURABILITÉ AU COEUR DE NOS CHOIX AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Il faut repenser l'organisation des territoires pour mettre en place des systèmes alimentaires territoriaux qui contribuent au tissu économique local tout en respectant les écosystèmes. Il faut préserver les sols et les semences locales, réduire nos consommations d'eau et de produits chimiques, préserver la biodiversité.

### 3. RENFORCER LA COMMUNICATION AUTOUR DE L'IMPORTANCE D'UNE ALIMENTATION SAINES DANS LA RÉOLUTION DE NOMBREUSES PROBLÉMATIQUES ACTUELLES

... pour une meilleure qualité de vie et un épanouissement, mais aussi une réduction des dépenses associées à la santé à l'échelle individuelle mais aussi collective.

### 4. ENCOURAGER LA RÉSILIENCE ALIMENTAIRE À L'ÉCHELLE TERRITORIALE EN FAVORISANT UNE DIVERSIFICATION DE PRODUCTIONS TOUT EN S'ASSURANT DE LA CAPACITÉ DE CHAQUE CITOYEN DE PRODUIRE UNE PARTIE DE SON ALIMENTATION

...développer l'interconnaissance et l'entraide à l'échelle de quartiers, autour de jardins partagés et d'échanges de compétences, planifier la production alimentaire autour des villes...Parallèlement, renforcer la production périurbaine, faciliter l'accès aux marchés dans les villes.

### 5. DÉVELOPPER DES COOPÉRATIONS TERRITORIALES POUR ASSURER LES ÉQUILIBRES ET LE VIVRE ENSEMBLE À TOUTES LES ÉCHELLES

...à l'échelle internationale afin préserver une part d'échanges commerciaux équitables, de réduire les spécialisations et spéculations sur les produits alimentaires mais aussi de favoriser les échanges d'informations qui permettront à chaque territoire d'accélérer sa transition.

... à l'échelle nationale en développant de nouvelles coopérations entre territoires, en repensant les espaces géographiques et les complémentarités alimentaires.

... à l'échelle locale afin de rééquilibrer les espaces de vie entre milieux urbains et ruraux, préserver les espaces de production tout en assurant le vivre ensemble.

### 6. METTRE EN PLACE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES JUSTES ET ÉQUITABLES.

Les capacités d'accès physiques et économiques ne sont pas les mêmes pour tous et la crise l'a démontré. Il est nécessaire de garantir l'accès financier d'une alimentation saine et durable pour tous.

## DE NOUVEAUX OUTILS POUR UN CHANGEMENT STRUCTUREL ET DURABLE ?

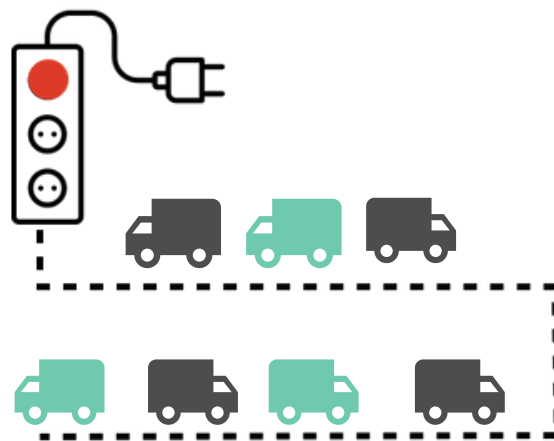
### TOUT DIGITALISER : BONNE OU MAUVAISE IDÉE ?

La part de marché du commerce alimentaire en ligne augmente considérablement ces dernières années. En France, elle est passée 4,9% en 2017 à 7,4% début 2020. En avril 2020, du fait des contraintes imposées par la limitation des déplacements, le e-commerce a atteint 9,5% de part de marché (5). A l'échelle mondiale, les prévisions indiquent que l'ici 2024, 70% des consommateurs utiliseront internet pour leurs achats alimentaires, contre 25% aujourd'hui (17).

Ces solutions digitalisées sont-elles une bonne nouvelle pour la planète, pour l'accès de tous à une alimentation de qualité, faut-il les encourager? D'un côté elles démocratisent l'accès à des produits locaux en facilitant la commande et la livraison, de l'autre elles accentuent la fracture numérique. L'accès internet reste parfois limité auprès de certains publics plus âgés, moins fortunés et interroge le tout internet face au risque de limiter l'accès à une alimentation durable à une certaine tranche aisée de la population.

Selon une étude de l'INSEE, 17% de la population française n'a pas accès à internet et/ou ne sait pas utiliser les outils numériques (6). En Afrique du Sud, cela représente 36,2 % de la population : le prix des datas plus spécifiquement est un frein majeur pour les populations les plus vulnérables (7).

On peut également s'interroger sur la durabilité du développement d'une société ultra-connectée et sur la multiplication des services de livraison. En effet, le coût énergétique du réseau internet est important : ordinateurs, câbles et disques durs sont autant de technologies numériques qu'il faut fabriquer et alimenter. Selon l'ADEME, le secteur informatique est responsable aujourd'hui de 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, et la forte augmentation des usages laisse présager un doublement de cette empreinte carbone d'ici 2025. En cause : l'augmentation du nombre d'utilisateurs à l'échelle mondiale (qui passerait de trois milliards aujourd'hui à plus de quatre milliards en 2030) ainsi que notre consommation personnelle de données (8).



Le commerce en ligne implique également une multiplication des services de livraisons. L'impact environnemental de ses dernières dépend de différents critères : si la mutualisation a du bon, notamment à l'échelle locale (une distribution de 30 paniers évite le déplacement de 30 individus à un point de récolte), d'autres acteurs de la livraison, dont l'activité est bien plus conséquente, privilégient les livraisons ultra rapides à la mutualisation et considèrent rarement les impacts environnementaux associés.

### LA RÉSILIENCE ALIMENTAIRE REPENSÉE SOUS L'ANGLE DE LA SÉCURITÉ

Le renforcement du processus de décentralisation et notamment le transfert, à l'échelle locale, d'une compétence alimentaire et des financements associés apparaît indispensable afin de penser la résilience alimentaire à l'échelle territoriale. Stéphane Linou, pionnier du mouvement locavore en France, dans son ouvrage "Résilience alimentaire et sécurité nationale", propose que la sécurité alimentaire soit désormais une compétence obligatoire des communes afin d'anticiper les risques géopolitiques, informatiques et climatiques qui pèsent sur les approvisionnements. Cela conduirait à responsabiliser chaque collectivité sur ses propres capacités à nourrir sa population en temps de crise et à prendre les mesures nécessaires pour assurer des "infrastructures nourricières" à l'échelle locale afin de garantir l'ordre public: protection du foncier agricole, constitution de stocks, ou encore formations des populations à l'agriculture par exemple (9). Directement inspiré des travaux de Stéphane Linou, un projet de résolution a été déposé en décembre 2019 par la Sénatrice Françoise Laborde intitulé "Résilience alimentaire des territoires et sécurité nationale".

## VERS UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE SOCIALE?

Par ailleurs, la crise a révélé l'ampleur de la précarité alimentaire, notamment dans des pays dits "développés" dont la sécurité alimentaire n'est aujourd'hui plus une priorité politique. Or ce sont 5,5 millions de personnes qui étaient bénéficiaires de l'aide alimentaire en France en 2017 soit 8% de la population (10).

Face à l'ampleur de la crise sociale, de nouvelles idées et moyens d'action ont également (re)fait surface afin de proposer une refonte partielle de la solidarité nationale.

En France, le concept de sécurité alimentaire sociale fait son chemin. Porté depuis 2019 notamment par Ingénieurs sans Frontières, la sécurité alimentaire sociale serait un budget dédié à l'alimentation de 150 euros par mois et par personne, intégré dans le régime général de sécurité sociale. Ce budget serait constitué sur des cotisations et gérées par des caisses locales. Afin de favoriser les producteurs locaux et le respect de l'environnement, les 150 euros seraient fléchés vers certains produits conventionnés. Si le dispositif a refait surface dans le débat sociétal pendant la crise sanitaire de la COVID19, l'intégration à l'agenda politique semble encore lointaine (11).

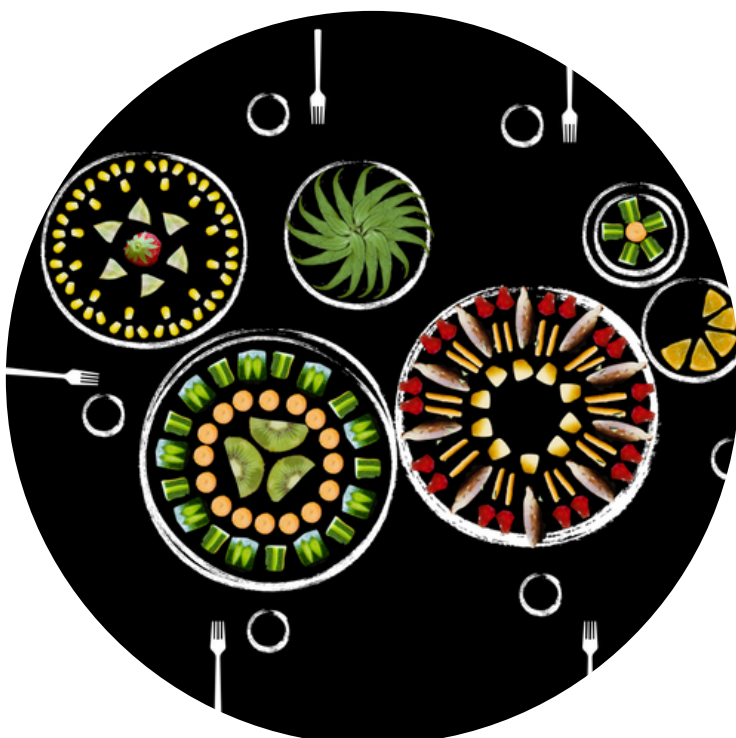
## REPENSER NOTRE RAPPORT AU TEMPS ET AU TRAVAIL

Le confinement a également revalorisé, pour ceux qui ont pu en profiter, ce bien propre à chacun qui est **le temps**. Le temps de jardiner, le temps de cuisiner, le temps d'apprendre et de découvrir, le temps d'écouter et de s'ouvrir aux autres, le temps pour les autres... il nous faut aujourd'hui conserver ce temps pour permettre une transition individuelle, territoriale, globale. Le revenu universel - testé en Finlande ou en Alaska - afin de répondre à la crise économique et à un marché du travail en pleine mutation, est un outil social au service de l'épanouissement de chacun. Il doit permettre de détacher l'existence et la survie du travail et de sa rémunération. Permettre d'être et de choisir (12).

## REPENSER NOTRE RAPPORT À L'ALIMENTATION

La crise de la COVID19 a révélé les différents échecs du système alimentaire mondial mais également la déconnexion de l'humain avec sa nourriture, et dans une large mesure, avec le système alimentaire. De façon intrinsèque, la nourriture, possède une valeur multidimensionnelle: culturelle et patrimoniale, c'est une ressource naturelle, liée à notre santé mais aussi un droit humain, ou encore un produit et un marché avec des prix régis. Vivero-Pol (18) soutient que les valeurs données à l'alimentation sont, en tant que construction sociale, celles qui façonnent les options politiques. Actuellement, la valeur dominante est celle de l'alimentation comme marché. Par conséquent, remodeler le récit autour de la nourriture, hors du domaine privé / économique, pourrait conduire au développement d'un commun alimentaire, où les ressources sont gouvernées collectivement par les gens pour un bien commun.

La crise du COVID19, comme tout autre choc, (ceux induits par les changements climatiques notamment) a démontré la nécessité de favoriser une nouvelle approche, de valoriser d'autres valeurs liées à l'alimentation. Les gens ont pris conscience de l'importance des systèmes alimentaires locaux et de la faible résilience du système mondial mais ils ont également été acteurs ou spectateurs de nombreux exemples de collaboration, de coopération et de co-création, porteurs d'espoir.



## RESSOURCES

- (1) Couvelaire L., 2020. Dans Le Monde: Aide alimentaire : le gouvernement annonce une enveloppe de 39 millions d'euros.
- (2) Gully H., 2020. Dans Les Echos: Coronavirus : pourquoi le prix des fruits et légumes a augmenté.
- (3) Cabut S., 2020. Dans Le Monde: Coronavirus : les personnes obèses représentent une proportion très élevée des patients en réanimation en France.
- (4) Le Monde, 2020. La pandémie de Covid-19 est étroitement liée à la question de l'environnement.
- (5) Bouaziz D., 2020. Dans eCommerceMag: L'e-commerce alimentaire atteint un nouveau palier.
- (6) INSEE, 2019. Dans Vie Publique: Fracture numérique : l'illectronisme touche 17% de la population selon l'INSEE.
- (7) Statistica, 2020. Internet user penetration in South Africa from 2017 to 2023
- (8) ADEME, 2019. La face cachée du numérique.
- (9) Linou S., 2019. Résilience alimentaire et sécurité nationale.
- (10) Sénat, 2020. Aide alimentaire : un dispositif vital, un financement menacé ? Un modèle associatif fondé sur le bénévolat à préserver.
- (11) Ingénieurs sans frontière, 2019. Pour une sécurité sociale de l'alimentation.
- (12) France Culture, 2020. Le Covid-19 relance le débat sur le revenu universel : va t-il changer notre rapport au travail ?
- (13) El Mostrador, 2019. Chile se convierte en el líder internacional de obesidad tanto en adultos como en niños.
- (14) Villiers-Moriamé A., 2020. Au Chili, le coronavirus progresse et alimente la colère sociale
- (15) Le Bars S., 2020. Coronavirus : aux Etats-Unis, l'obésité, un facteur aggravant qui pourrait être dévastateur
- (16) OCDE, 2019. Statistiques de l'OCDE sur la santé 2019
- (17) Nielsen, 2019. What's next in e-commerce.
- (18) Vivero Pol, J. L. 2015. Transition towards a food commons regime: Re-commoning food to crowd-feed the world.
- (19) OCDE, The territorial impact of COVID-19: Managing the crisis across levels of government, June 2020
- (20) World Bank. 2020. Urban development.
- (21) INEGI. 2019. Actualización de la medición de la economía informal, 2013-2018.

